



Rencontre UNSA-Ministre : de l'écoute et des points de tension

Le Ministre Christophe BECHU a reçu une délégation de l'UNSA le 6 décembre dernier, l'occasion de présenter la nouvelle équipe à la tête de la fédération UNSA Développement Durable, une équipe composée de profils complémentaires particulièrement représentatifs de la diversité des missions de notre Ministère, et de faire remonter les sujets d'inquiétudes majeurs au plus haut niveau.

Pouvoir d'achat

L'urgence n'est plus à démontrer, et chaque agent le constate dans son quotidien : nos rémunérations décrochent par rapport à l'inflation, la question du maintien de notre pouvoir d'achat devient primordiale.

5,2% en 2022, vers 5,8% 2023, l'inflation atteint des niveaux record. Les revalorisations de la valeur du point d'indice sont très éloignées de ces valeurs, et le problème est accentué par la part substantielle de primes dans les rémunérations de notre ministère, qui ne sont pas concernées par ces revalorisations du point d'indice.

L'UNSA a donc porté auprès du Ministre l'absolue nécessité de mettre en cohérence le point d'indice avec la réalité de l'inflation, et de relancer une nouvelle étape du transfert primes/points amorcé avec PPCR, pour rééquilibrer le ratio de primes en faveur de l'indiciaire.

Ce dernier a bien pris acte de ces revendications et a assuré à l'UNSA vouloir les porter auprès du Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques dans le cadre de travaux qui vont prochainement s'ouvrir.

Carrières et attractivité

Au-delà de la rémunération, L'UNSA a porté la nécessité d'améliorer les parcours de carrière pour renforcer l'attractivité de notre ministère.

L'UNSA a souligné les perspectives apportées aux agents de catégorie C, au travers des plans de requalification en cours ou à venir (experts techniques, dessinateurs, personnels d'exploitation...).

L'UNSA a porté auprès du Ministre le besoin d'avoir la même attention pour les personnels de catégorie B, afin de leur offrir également de réels débouchés et éviter l'effet entonnoir constaté.

Le Ministre a confirmé qu'il suivra l'avancée de ces travaux dans le cadre de l'agenda social 2024.

Au quotidien

Si l'UNSA a des revendications sur le temps long, qu'elle a pris le temps d'exposer au Ministre, elle n'en est pas moins soucieuse du quotidien des agents du ministère.

L'UNSA a demandé au Ministre de faire porter une attention particulière à ses services sur des questions du quotidien, que nous avons pu faire remonter parce vous les aviez signalées à vos représentants UNSA dans vos services :

- dégradation de la qualité de vie au travail,
- sous-effectif,
- management parfois brutal, parfois incompris des agents,
- dysfonctionnements dans des calculs de payes,
- problèmes de locaux
- disparités dans la prise en charge des frais de déplacement, notamment sur le site de La Défense

En outre, un focus particulier a également été fait sur les conséquences des Jeux Olympiques Paris 2024, pour les agents mobilisés dans l'organisation comme pour ceux qui seront impactés dans leurs conditions de travail. Le travail s'ouvrira dès la Formation Spécialisée Ministérielle du 19 décembre prochain.

Des sujets plus tendus

Si la qualité de l'écoute était réelle jusqu'alors, le Ministre a clairement montré son opposition à plusieurs revendications portées par l'UNSA pour le CEREMA et la DGAC.

Alors que l'UNSA s'inquiétait de l'insuffisance des effectifs du CEREMA au regard du nombre de communes et collectivités territoriales adhérentes, de la logique financière sous-jacente, le constat et les revendications n'ont pas été partagées par le Ministre.

Pire, le dialogue a complètement été rompu avec le Ministre sur le sujet de la réforme du droit de grève des contrôleurs aériens, qui se voient imposés un dispositif inédit d'obligation de déclaration individuelle préalable de grève, en sus et en amont des réquisitions liées au service minimum de la navigation aérienne. Une disproportion telle que le projet de loi est toujours en cours d'analyse par le Conseil constitutionnel, saisi par des députés d'opposition.

L'organisation de l'UNSA, en union de syndicats autonomes, vous permet bien d'être représentés à tous les niveaux du dialogue social, au quotidien dans votre service, et jusqu'au plus haut niveau de l'État.